Islamisme et violence : le cas de la Palestine (Partie 1)

Séverine Labat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/698>

DOI : 10.4000/conflits.698

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 1998

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Séverine Labat, « Islamisme et violence : le cas de la Palestine (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30 | automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/698> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.698>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Islamisme et violence : le cas de la Palestine (Partie 1)

Séverine Labat

- 1 25-27 septembre 1996. L'épreuve de force engagée par Benjamin Netanyahu depuis son élection au mois de mai précédent tourne au conflit armé. Suite à l'ouverture provocatrice d'une seconde entrée d'un tunnel longeant l'esplanade des mosquées et débouchant désormais au coeur de Jérusalem-Est, des affrontements entre soldats israéliens d'une part et policiers et manifestants palestiniens d'autre part, se soldent par la mort de soixante deux Palestiniens, par celle de seize soldats israéliens et par plus d'un millier de blessés.
- 2 Soucieux de ne pas s'attirer les foudres de l'Autorité palestinienne, les islamistes du Hamas adoptent un profil bas durant la crise, et se contentent de manifester le 26 septembre devant la prison de Gaza afin de réclamer l'élargissement de leurs prisonniers.
- 3 Les accords d'Oslo ayant prévu une cogestion israélo-palestinienne des questions de sécurité, la nouvelle entité palestinienne endosse désormais - au moins partiellement - la responsabilité de la répression dans ses territoires. Pour n'apparaître ni comme un " fauteur de guerre " aux yeux de l'opinion internationale, ni comme un " traître " aux yeux des siens, le président palestinien a pour gageure de défendre le processus de paix tout en ne paraissant pas faire trop de concessions à l'adversaire. Ne pouvant véritablement riposter à la violence " légale " d'Israël, Yasser Arafat court le risque de perdre une partie de son crédit auprès de la population palestinienne, mais aussi celui de conférer une certaine légitimité aux éventuelles actions armées du Hamas. Craignant au surplus une intervention directe de l'armée israélienne dans les territoires qu'il administre, le président palestinien adopte une position minimaliste et donne l'ordre à ses policiers d'empêcher tout nouvel affrontement entre les manifestants et les forces israéliennes.
- 4 Comment interpréter, en la circonstance, la retenue relative du Hamas, mouvement islamiste ayant, par le passé, fortement contribué à la lutte armée contre l'occupation

israélienne, puis ayant violemment manifesté son opposition à la signature des accords d'Oslo ?

- 5 La réponse tient dans la volonté manifeste de la direction politique du Hamas de ne pas exposer l'appareil du mouvement à une éventuelle répression et de ne pas défier l'autorité de Yasser Arafat, tout en restant en mesure de capitaliser la colère de la population palestinienne au cas où celle-ci viendrait à se retourner contre le processus de paix.
- 6 Le Hamas présente la particularité d'avoir revêtu, durant les années d'Intifada, la forme d'un mouvement social de type populiste recrutant au-delà des clientèles habituelles de l'islam politique grâce à la combinaison, sous couvert de lutte armée, d'une thématique nationale et identitaire et d'un discours égalitaire. " Converti " à la lutte armée à une époque où la stratégie militaire était, à l'échelle internationale, de plus en plus considérée comme, au mieux anachronique et au pire, tout à fait illégitime, le mouvement islamiste éprouve de grandes difficultés, depuis la signature des accords d'Oslo, à surmonter l'épreuve d'une reconversion placée sous le signe de l'abandon, au moins provisoire, de la stratégie armée.
- 7 Son ambition de fusionner des visées contradictoires n'a en effet guère résisté à cet abandon, d'où son éclatement en deux tendances : l'une portée au compromis avec la nouvelle Autorité Palestinienne, l'autre résolument hostile à la démobilisation de l'aile militaire du mouvement.
- 8 Dès lors, les attentats-suicides perpétrés depuis le déclenchement du processus de paix tiennent en grande partie à la contrainte, pour un mouvement social dont l'engagement dans la lutte armée fut l'élément central de la légitimité, de se reconverter aux seules activités (politiques et sociales) de resocialisation religieuse. La violence de certains groupes radicalisés s'explique également par la difficulté qu'éprouvent nombre de jeunes militants islamistes naguère mobilisés par le soulèvement des territoires occupés, à se construire en véritables sujets de leur propre trajectoire depuis l'abandon des mots d'ordre de la lutte armée.
- 9 La conversion laborieuse du mouvement social islamiste à l'action politique
- 10 A la fois mouvement protestataire de masse et organisation politique désireuse de prendre la tête d'un futur Etat palestinien, le Hamas ne parvient guère, à l'issue de la signature des accords d'Oslo, à surmonter les contradictions nées de sa double nature.
- 11 Aux origines du populisme islamiste : entre protestation nationaliste et contestation sociale
- 12 En combinant appel à l'identité (nationale et religieuse) et contestation de l'ordre social (c'est-à-dire des formes de domination à la fois coloniales et traditionnelles), le Hamas, durant les années de l'Intifada (1987-1993), a mis en forme un mouvement social aux accents populistes, et constitué une organisation de masse fortement impliquée dans la vie sociale et politique palestinienne.
- 13 Traduisant la volonté d'une partie des nouvelles couches moyennes précarisées de combiner identité nationale, appartenance culturelle et développement économique, s'efforçant de maintenir l'unité d'une société dont les champs social, politique, économique et culturel avaient tendance à se dissocier sous les effets de la modernisation et de l'occupation, le mouvement populiste islamiste est le produit à la fois de la désintégration sociale et de la crise de la représentation politique palestinienne.

- 14 La " palestination " de l'islamisme
- 15 Parmi les résistants de la première heure contre l'occupant britannique et le projet sioniste¹, les Frères Musulmans furent, dès la fin des années cinquante, supplantés par une élite nationaliste elle-même largement issue de leurs rangs. Relégués, à compter de cette époque, et plus encore à partir de la défaite de 1967, à des activités sociales et religieuses non-violentes, les islamistes palestiniens durent attendre le soulèvement de décembre 1987 pour lever le doute quant à leur ferveur nationaliste et à leur ardeur combattante.
- 16 Attachée, depuis les années soixante, au principe du primat de la réislamisation de la société sur la lutte contre l'occupation, et à la doctrine du changement graduel, la direction historique des Frères Musulmans entend alors concentrer l'essentiel de ses efforts sur son projet de réforme morale. Aussi bien, davantage impliquée dans la lutte contre les " ennemis intérieurs " (nationalistes et communistes) que contre l'occupant israélien, fait-elle, à partir du début des années quatre-vingt, l'objet d'une contestation interne de plus en plus pressante. Rassemblée autour du cheikh Ahmed Yassine², une nouvelle génération de leaders émerge. Politisée sur les bancs des universités moyen-orientales (notamment égyptiennes) et mue par un radicalisme affûté dans les geôles israéliennes, elle se révèle avide de s'engager dans la lutte contre l'occupant .
- 17 Le refus des Frères Musulmans de participer à la lutte armée n'est, au surplus, guère plus tenable, dès lors qu'une dissidence issue de leurs propres rangs à la fin des années soixante-dix, et connue sous le nom de " Djihad Islamique ", se lance, sous l'influence de l'expérience iranienne, dans des opérations militaires anti-israéliennes qui joueront un rôle considérable dans la préparation des esprits au soulèvement de 1987³. Mais le caractère élitiste du Djihad Islamique et la répression qui s'abat sur le groupe à l'issue de ces opérations militaires lui interdisent d'étendre son influence au-delà de ses cercles clandestins. Aussi est-ce à une autre organisation qu'échoit la tâche de mobiliser les masses palestiniennes autour du projet national islamiste⁴.
- 18 Alors que les territoires occupés se sont embrasés depuis le 8 décembre précédent⁵, et que les dirigeants historiques de l'Organisation des Frères Musulmans observent un silence tout emprunt de leur légendaire prudence, les émules de cheikh Yassine procèdent à un coup d'Etat interne et, rompant avec des années d'abstention, publient, le 14 décembre 1987, un communiqué appelant à la résistance contre l'occupation. Il y a là Abd El-Azziz El-Rantisi (médecin), Ibrahim El-Yazuri (pharmacien), Cheikh Salah Shihada (professeur à l'université islamique de Gaza), Issa Al-Nashshar (ingénieur), Muhammad Sham'a (enseignant) et Abd El-Fattah Dukhan (professeur)⁶. Sous leur pression, et afin d'éviter une marginalisation politique funeste pour leur organisation, la vieille garde des Frères Musulmans va se trouver contrainte de lier son sort à celui du nationalisme : " Le nationalisme, du point de vue du mouvement de la résistance islamique, fait partie de la doctrine religieuse. Il n'est de cime plus élevée ni de dévotion plus profonde que le djihad lorsqu'un ennemi s'empare des territoires musulmans. Lutter contre l'ennemi devient une obligation individuelle pour chaque musulman, homme et femme " ⁷.
- 19 Le déclenchement du soulèvement offre en effet aux Frères Musulmans l'opportunité de réconcilier islam et patriotisme, à l'heure où l'ensemble de la société est mobilisée autour de l'ambition de bouter l'occupant hors des frontières d'un futur Etat palestinien. Aussi bien le nouveau mouvement islamiste s'efforce-t-il d'inscrire sa participation à la lutte de libération nationale dans la continuité historique : " Le

mouvement de la résistance islamique est un chaînon de la (longue) chaîne du djihad contre l'occupation sioniste déclenchée en 1936 par le martyr Azzeddine El-Qassem et par ses compagnons, tous Frères Musulmans. Et la chaîne se poursuit par un épisode qui s'ajoute au djihad des Palestiniens et des Frères Musulmans durant la guerre de 1948, et aux opérations de djihad des Frères Musulmans depuis 1968 ¹⁸.

- 20 Mais la " nationalisation " de la doctrine islamiste permet, avant tout, aux jeunes élites émergentes de disputer à l'OLP le leadership que la centrale exerce sur la société palestinienne. Pour elles, l'occupation israélienne n'a été rendue possible que par l'éloignement des Palestiniens de leur foi, seuls une réislamisation du corps social et l'établissement d'un Etat islamique sont en mesure de conduire au recouvrement de la pleine souveraineté.
- 21 Cependant, l'ambiguïté de la position des " vieux turbans " vis-à-vis du recours aux armes et, plus généralement, leur extrême circonspection vis-à-vis de toute activité susceptible de mettre en péril l'organisation en tant que telle, les conduit à suggérer que soit créée une nouvelle entité. La naissance officielle du Hamas (acronyme de Harakat al-muqawama al-islamiyya : mouvement de la résistance islamique, signifiant ferveur ou enthousiasme) est proclamée en janvier 1988 à Gaza. Ces hésitations premières se traduisent d'ailleurs par la publication de communiqués où, à aucun moment, le Hamas ne fait état de ses liens avec la " maison-mère ". Et il faudra attendre le mois de février 1988, c'est-à-dire que l'Intifada devienne un événement majeur et durable de la vie politique et sociale palestinienne, pour que ce dernier se présente officiellement comme l'aile active de l'Organisation des Frères Musulmans⁹.
- 22 Conçu, à l'origine, comme un fusible devant permettre à l'organisation des Frères Musulmans d'observer une distance tactique vis-à-vis du soulèvement, le Hamas a cependant tôt fait de se doter d'une identité et d'une existence propres, susceptibles de combler une partie des aspirations nationales de la société palestinienne, et, de ce fait, de braver l'autorité de l'OLP et de Yasser Arafat.
- 23 " Quand toutes les voies se ferment s'ouvre la voie d'Allah " ¹⁰
- 24 L'histoire du Hamas se confond désormais avec celle de l'Intifada, première révolte populaire de masse contre l'occupation israélienne. L'influence du mouvement islamiste est à la mesure de sa capacité à assurer la synthèse de motivations politiques, sociales, culturelles et économique et, de ce fait, à incarner, pour partie, la volonté manifestée par la société palestinienne de mettre fin à l'occupation, de recouvrer dignité et identité, et de prendre en main son destin. Aussi bien l'essor spectaculaire du Hamas à partir de 1988 tient-il à la fois à des considérations d'ordre externe et à des considérations d'ordre interne à la Palestine.
- 25 La marche de l'islamisme, en Palestine comme dans le reste du monde arabe, puise une partie de sa dynamique extérieure dans l'affaiblissement du monde arabo-musulman sur la scène internationale et dans l'épuisement corrélatif des forces nationalistes traditionnelles. Tandis que les défaites arabes (guerre de 1967 et 1973, invasion israélienne du Liban, guerre du Golfe) conduisent, plus qu'à leur tour, les leaders nationalistes à mobiliser les masses autour de la thématique islamique, la révolution iranienne de 1979 et l'effondrement du bloc soviétique achèvent de convaincre les oppositions islamistes de la suprématie de la " solution islamique " à l'exception de toutes les autres. Le désintérêt croissant de la communauté internationale, et notamment des pays arabes, à l'égard d'une question palestinienne devenue secondaire

eu égard à la gravité du conflit libanais ou de la guerre Iran-Irak, contribue également à expliquer le soulèvement palestinien de 1987.

- 26 Entièrement déployés à l'intérieur du territoire palestinien et moins dépendants du reste des pays arabes qu'une OLP affaiblie depuis son départ de Beyrouth en 1982, les islamistes sont, à compter du déclenchement de l'Intifada, perçus par une part croissante des masses palestiniennes comme étant les plus à même d'assurer la défense des intérêts de la communauté.
- 27 L'émergence de nouveaux groupes sociaux et l'approfondissement des contradictions au sein-même de la société palestinienne sont, conjointement à ces considérations d'ordre extérieur, à l'origine de la remise en cause de l'ordre politique établi et de l'essor de l'islamisme.
- 28 Les transformations sociales liées à une modernisation profondément dépendante de la situation coloniale, n'affectent pas tous les Palestiniens dans les mêmes proportions. Une classe urbaine d'entrepreneurs à la fortune démonstrative et " parasitaire " a fait son apparition durant les années quatre-vingt, assurant à l'Etat d'Israël la médiation nécessaire au contrôle qu'il exerce sur l'économie palestinienne (fourniture de main d'oeuvre et sous-traitance des produits israéliens), alors même que les effets socio-économiques et politiques de l'occupation se font de plus en plus pénibles pour le tout venant de la population. Couches moyennes et populaires ironisent sur ces " nouveaux riches " ¹¹. Dans le même temps, les classes populaires urbaines nées après 1967 et issues soit de villages et de petites villes durement éprouvées par l'occupation, soit des camps de réfugiés ¹², ont désormais accès à un enseignement supérieur de masse générateur d'exigences nouvelles en termes de participation au changement social et politique ¹³.
- 29 Autrefois emmenée par des leaders qui, à l'exception du noyau fondateur du Fatah (Yasser Arafat, Abou Djihad, Abou Iyad), étaient issus soit des strates urbaines les plus favorisées, soit de l'élite rurale traditionnelle, prioritairement originaires de Cisjordanie (où la structure sociale palestinienne a mieux résisté à la colonisation que dans la bande de Gaza, du fait de son intégration au système jordanien entre 1948 et 1967), la résistance à l'occupation est désormais assurée par les nouvelles couches urbaines radicalisées : commerçants (qui joueront un rôle crucial à l'occasion des grèves) et jeunes issus des camps de réfugiés de Gaza et de Cisjordanie ou des zones rurales de Cisjordanie menacées par la politique de colonisation israélienne.
- 30 Davantage concernées par les problèmes quotidiens de la société palestinienne et soucieuses de rompre avec les structures traditionnelles ainsi qu'avec les modalités d'intervention politique coutumières du mouvement national palestinien, ces nouvelles couches s'investissent massivement dans les mouvements de masse animant l'Intifada.
- 31 Aliénation politique, sociale et économique ainsi que perte d'identité vont plus que jamais de pair, créant un sentiment de frustration jamais atteint jusqu'alors. Son expression, étant donné l'affaiblissement du mouvement nationaliste, va se faire prioritairement à travers l'idéologie populiste islamiste.
- 32 C'est le cas pour Ghazi Hamad, journaliste appartenant à la nouvelle génération de dirigeants islamistes issus de l'Intifada. Né en 1964 dans le camp de réfugiés de Rafah, au sein d'une famille modeste issue de la région de Tel Aviv et installée à Gaza en 1948, Ghazi Hamad fréquente une école de l'UNRWA ¹⁴ avant de se rendre au Soudan dont il revient muni d'un diplôme de vétérinaire, à l'issue d'un séjour de cinq ans ¹⁵. Acquis aux thèses des Frères Musulmans palestiniens dès l'année 1982 (il a alors dix-huit ans), une

rencontre scelle définitivement le destin politique de Ghazi. Hassan Tourabi, qui a " brisé le mur psychologique en participant à la vie politique ", devient pour lui un modèle. De retour à Gaza en 1987, et empêché de retourner au Soudan pour y décrocher son PhD, il participe activement au soulèvement et fait parfois le " coup de poing " contre les militants du Fatah : " Depuis que j'étais petit, je rêvais de lutter contre l'occupation. Le temps était venu d'utiliser les armes. En 1987 la chance s'est présentée à moi de participer au devoir national. C'était un honneur pour moi de participer à la lutte nationale. J'ai abandonné l'idée de faire un PhD au Soudan, j'ai sacrifié mes études. Et j'étais convaincu que l'islam était une idéologie suffisamment forte pour se sacrifier. Regardez les commandos-suicides ! L'islam les rend suffisamment forts pour se sacrifier " ¹⁶.

- 33 Son séjour dans les prisons israéliennes entre 1989 et 1994, ne fait que renforcer ses convictions : " La cour militaire m'a condamné à cinq ans de prison. J'étais le porte-parole du Hamas en prison. La vie était très dure, mais j'étais avec des gens, je leur enseignais des choses. La prison est une université où l'on forme une nouvelle génération. On a enseigné aux gens la science, l'histoire, l'islam. On a créé un leadership à l'intérieur de la prison. On avait des contacts avec des gens d'Hébron, de Beer Sheva... La prison a renforcé ma foi. Vous lisez beaucoup, vous comprenez beaucoup de choses. Vous êtes confronté à d'autres idées. La prison est une petite société. Nous avons des conversations avec des militants du Fatah et avec des communistes ".
- 34 L'influence croissante des islamistes depuis les années quatre-vingt s'explique, non seulement par la désintégration sociale consécutive au processus de modernisation s'opérant sur le fond d'une occupation acculturante, mais également par la crise qui affecte la représentation politique palestinienne durant ces années.
- 35 Durement éprouvée par l'invasion israélienne du Liban (1982) et par son départ forcé pour Tunis, l'OLP se trouve, à la veille du déclenchement de l'Intifada, dans une impasse politique qui explique les progrès d'une mouvance islamiste, sur les activités de laquelle, les autorités israéliennes, soucieuses de créer une alternative " à leur main ", ferment les yeux jusqu'en mai 1989¹⁷.
- 36 Mais, l'expansion du Hamas au détriment du camp nationaliste " laïc " s'explique également par les concessions consenties, sous pression internationale, par la centrale palestinienne¹⁸. Malgré la déclaration d'indépendance dont elle est assortie, la reconnaissance d'Israël dans ses frontières de 1967 par le Conseil National Palestinien (CNP) d'Alger en novembre 1988 est considérée comme une " trahison " par la majeure partie de la base du Hamas.
- 37 " Selon l'idéologie du Mouvement de la Résistance Islamique, abandonner quelque partie de la Palestine que ce soit, équivaut à abandonner une partie de sa religion. Le nationalisme du Mouvement de la Résistance Islamique fait partie de sa religion (...) ses membres s'acquittent du djihad pour hisser la bannière de Dieu sur leur nation " ¹⁹.
- 38 L'hostilité du Hamas à tout accord avec Israël en l'absence de reconnaissance de la souveraineté palestinienne sur l'ensemble des territoires occupés, à une époque où, engagée dans les pourparlers de paix, l'OLP connaît la cote la plus basse de son histoire, rencontre un écho d'autant plus large qu'elle coïncide avec l'expulsion, au Sud-Liban (Marj Ez-Zuhur) en décembre 1992, de quelque quatre cent quinze membres du Hamas et du Djihad Islamique²⁰. Le mouvement islamiste, dont les leaders expulsés font

désormais figures de " héros ", est alors au plus fort de son audience, il multiplie les attaques militaires contre Israël.

- 39 " Le livre de Dieu dans une main, le fusil dans l'autre " ²¹
- 40 Fort du réseau caritatif, éducatif, et religieux, tissé par les Frères Musulmans durant les années soixante-dix (dispensaires, crèches, orphelinats, écoles, clubs de sport, cours d'alphabétisation, y compris pour les femmes...) et grâce à ses activités de patronage, le Hamas n'a aucun mal à capitaliser la colère d'une partie de la société palestinienne, à se faire l'interprète (temporairement) le plus crédible du désenchantement populaire vis-à-vis de ses représentants et, par conséquent, à élargir l'audience traditionnelle des Frères Musulmans.
- 41 Opérant principalement dans les champs sociaux et politiques (organisation de grèves, de manifestations, et d'appels à la désobéissance civile), le Hamas doit également une grande partie de son audience (surtout auprès de la jeunesse des camps de réfugiés) aux actions menées depuis 1989 par sa légendaire aile militaire (résultat de la fusion entre l'appareil de renseignement et la branche armée du mouvement) : les brigades Azzeddine el-Qassem ²².
- 42 S'appuyant sur un réseau de financement fondé sur le prélèvement de la zakat (aumône légale), à l'intérieur comme à l'extérieur (diasporas arabes et Etats du Golfe), le Hamas assure, à lui seul, l'essentiel du soutien aux plus démunis et présente, de ce fait, une alternative à l'infrastructure socio-politique de l'OLP ²³.
- 43 Mobilisant ses adeptes autour du principe de la lutte armée en vue de libérer toute la Palestine (considérée comme un waqf, c'est à dire une propriété religieuse inaliénable), incarnant la résistance culturelle contre l'occupation, et développant également une doctrine sociale, le Hamas acquiert une audience le situant immédiatement après le Fatah ²⁴.
- 44 Du fait de sa congruence avec les aspirations de la majorité du corps social, le mouvement islamiste parvient graduellement à imposer sa " problématique légitime " à l'ensemble du champ politique palestinien en " prolongeant (la lutte nationaliste) sur le terrain culturel et en (la) relançant sur le terrain politique " ²⁵.
- 45 La contestation de l'ordre social né de la situation coloniale et de la nouvelle stratification sociale renforce les effets de l'idéologie conservatrice du sumûd (" tenir bon ", résistance passive caractérisée par diverses stratégies de survie), qui conduit, depuis les années soixante-dix, à la glorification des formes traditionnelles de sociabilité en tant qu'élément de résistance culturelle et politique au colonialisme (" canonisation " des vertus familiales et rurales traditionnelles). En l'absence d'un Etat palestinien, la structure familiale et clanique ainsi que la religion constituent les lieux des médiations sociales. Elles permettent de résister à l'individualisation et de garantir la survie de la communauté.
- 46 Aussi bien constate-t-on une forte convergence entre l'idéologie populaire implicite et le populisme islamiste ²⁶. Conférant un sens nouveau au conflit israélo-palestinien (saisi comme un conflit civilisationnel entre le monde islamique et le monde occidental, dont l'Etat juif serait le " cheval de Troie "), ce dernier apparaît désormais comme le stade suprême de la résistance à la dépossession de l'identité nationale.
- 47 Cette centralité de l'islam, saisi en tant qu'élément clé de l'affirmation de la souveraineté nationale palestinienne, contraint du même coup le Fatah à réemprunter de plus en plus ses références au répertoire religieux.

- 48 Le Hamas est, au total, parvenu à agréger des acteurs, des tendances politiques, et des significations aux mobiles variés et parfois contradictoires. Dépourvu d'un programme aux contours arrêtés, le mouvement est, du fait de l'inextricable enchevêtrement des raisons de son succès, condamné à un perpétuel flottement stratégique, et écartelé entre son radicalisme idéologique et son pragmatisme politique.
- 49 Conçu à l'origine comme le bras actif des Frères Musulmans, le Hamas est, à la faveur de l'Intifada, parvenu à constituer, pour la première fois dans l'histoire de la lutte de libération nationale, une force capable de concurrencer la tendance nationaliste jusqu'alors hégémonique. Aussi bien, durant les années du soulèvement, le mouvement islamiste ne participe-t-il pas au Commandement National Unifié du Soulèvement (contrôlé par l'OLP et composé du Fatah, du FPLP, du FDLP et des communistes), et publie-t-il ses propres communiqués²⁷ et mots d'ordre de grève. L'heure de la lutte pour la prééminence (l'OLP accusant le Hamas de semer la désunion dans le camp palestinien, tandis que le Hamas accuse l'OLP de n'être pas représentative du peuple palestinien) a donc sonné, aboutissant à des affrontements physiques, notamment dans la bande de Gaza en juillet 1992 (à l'occasion d'élections locales) et en novembre 1994.
- 50 Le sort du Hamas semble à ce point lié à celui de l'Intifada que ses leaders doivent, depuis la signature des accords d'Oslo, consentir à un considérable effort d'adaptation et de pragmatisme remettant en cause ses équilibres internes. Il n'en reste pas moins que la profondeur de l'enracinement du mouvement dans la structure sociale palestinienne en fait une force appelée à se pérenniser²⁸, quitte à ce que ce soit sous des formes éclatées.
- 51 La difficile reconversion : entre radicalisation et pragmatisme politique
- 52 L'unité du Hamas, construction hétéroclite aux équilibres précaires et aux motivations paradoxales, ne résiste guère à la disparition du principe fédérateur du mouvement : la lutte contre l'occupant. Libérant l'expression des contradictions internes de l'organisation, la signature des accords d'Oslo et le retour de Yasser Arafat remettent en cause les objectifs que s'était assigné le mouvement (libération de toute la Palestine et établissement d'un Etat islamique) en même temps qu'ils lui contestent désormais le droit de recourir à la violence politique qu'il mettait jusqu'alors en oeuvre pour les atteindre.
- 53 Cependant, misant sur l'échec du processus de paix et sur l'effondrement consécutif de la popularité d'Arafat, le Hamas, grisé par l'illusion de puissance des années de l'Intifada, tarde, au lendemain de la signature des accords, à s'adapter aux réalités politiques nouvelles et se figure pouvoir s'imposer séance tenante à la tête du mouvement national.
- 54 C'est sans compter avec l'enthousiasme et la ferveur que continue à susciter Arafat, et avec la force des réseaux sécuritaires et clientélistes dont le vieux leader, à la tête de l'unique formation susceptible de s'ériger en substitut d'Etat reconnu sur la scène internationale, est encore seul à disposer. Pour s'assurer un certain contrôle sur les nouvelles institutions palestiniennes, les dirigeants politiques du Hamas se doivent d'assurer la reconversion d'un mouvement social protestataire dont la popularité s'est largement forgée dans la lutte armée.
- 55 La lutte pour le contrôle des institutions palestiniennes

- 56 Déterminé à se faire le champion du nationalisme et de la lutte contre l'occupant, mais également soucieux de n'être pas écarté des combinaisons et dispositifs à venir, le Hamas manifeste d'emblée son hostilité au processus de paix.
- 57 Ambitionnant de s'imposer comme chef de file du mouvement national palestinien au détriment de la Centrale de Yasser Arafat, le Hamas se déclare prêt, à l'occasion du Conseil National Palestinien (CNP) d'août 1991, à rejoindre les rangs de l'OLP, à condition que soit dénoncée la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU (qui implique la reconnaissance de l'Etat d'Israël), que soient abrogées les résolutions votées par le CNP de 1988 et que 40 % des sièges du même CNP soient attribués à ses représentants.
- 58 Les négociations de paix patronnées par les Etats-Unis accusent encore davantage le différend entre les deux organisations. Aussi bien, et afin de faire pièce à une OLP décrite par la littérature islamiste comme " inféodée à l'impérialo-sionisme ", le Hamas intègre-t-il, à la veille de la conférence de Madrid d'octobre 1991, le " front du refus " (devenu " Alliance des Forces Palestiniennes ") composé de neuf autres formations opposées aux " pourparlers de paix " (dont le Djihad Islamique, les formations marxistes du FPLP et du FDLP).
- 59 Au nom du principe de l'illégitimité d'une paix conclue avec Israël, le Hamas, qui jouit alors d'une considérable popularité, intensifie d'autant plus ses appels au djihad et ses opérations militaires contre des soldats ou des colons israéliens, que les pourparlers de paix ont tendance à s'enliser. C'est dans ce contexte qu'intervient, en décembre 1992, l'affaire de l'enlèvement puis de l'assassinat de l'officier de police israélien Nissim Tolédano, et du bannissement consécutif de quelque quatre cent quinze militants du Hamas et du Djihad au Sud-Liban.
- 60 Se refusant à agréer les accords d'Oslo signés par Yasser Arafat et Itzhak Rabin en septembre 1993 qui prévoient de n'aborder les questions du droit au retour des réfugiés palestiniens expulsés depuis 1948 (pourtant prévu par la résolution 181 des Nations Unies), du statut de Jérusalem et des implantations de colonies juives dans les territoires occupés, qu'au terme des trois premières années de la période intérimaire de cinq ans (échéance prévue pour les discussions sur le " statut final "), le Hamas continue de dénier à l'OLP la qualité de " seul représentant légitime du peuple palestinien ".
- 61 Cependant, l'absence de cohérence idéologique d'un " front du refus " purement tactique, et incapable, de ce fait, de constituer une quelconque alternative²⁹ à une OLP jouissant d'une légitimité à la fois nationale et internationale, et la nécessité de prendre en compte une dynamique politique à laquelle adhère la majorité des Palestiniens, contraignent peu à peu le Hamas à évoluer vers des formes " d'opposition loyale " au pouvoir issu des négociations de paix. Conscient, en effet, que, s'il veut conserver sa position de principal compétiteur de la nouvelle Autorité Nationale Palestinienne, et bénéficier des retombées d'un éventuel échec du processus de paix, il doit s'employer à la conquête pacifique des nouvelles institutions politiques, le commandement politique du Hamas se résout à s'engager dans un processus de participation aux élections. Aussi bien, le cheikh Ahmed Yassine lui-même, s'exprimant dans une série de lettres, diffusées en novembre 1993 à partir de sa cellule³⁰, invite-t-il le Hamas à participer aux élections législatives afin d'être en mesure de " s'opposer (à l'OLP) de l'intérieur de l'institution législative ", et de combattre l'accord israélo-palestinien " par tous les moyens civilisés possibles "³¹. Mais la décision de participer à des élections qui auraient

pour effet d'entériner le processus de paix et de légitimer la représentation politique palestinienne qui en est issue ne va pas sans provoquer de graves désaccords au sein de l'organisation islamiste. Sous la pression de l'opinion publique palestinienne, et afin d'atténuer le paradoxe entre leur volonté de participation politique et leur refus de reconnaître l'ordre politique issu d'Oslo, les dirigeants du Hamas sont acculés à repenser leur stratégie et reformuler leurs objectifs.

62 Retour à la " vie civile "

63 De retour à Gaza en juillet 1994, Yasser Arafat est autant en butte à la concurrence des leaders militaires (organisation des " faucons " du Fatah) et politiques intérieurs de l'Intifada quelque peu affranchis de la tutelle de la centrale exilée à Tunis, qu'à celle du Hamas.

64 Aussi est-ce à la fois sur les clans de Gaza, sur les nouvelles classes venant de l'extérieur, sur des membres cooptés du Fatah et sur certaines grandes familles - qui souffrirent d'une perte de prestige et furent marginalisées durant le soulèvement et dont son retour va sonner l'heure de la revanche³² -, que le " vieux " s'appuie pour asseoir son contrôle sur les territoires nouvellement autonomes.

65 Fort de leur soutien, le chef de l'Autorité Palestinienne s'emploie, dès son arrivée, à étouffer toute velléité d'opposition interne en combinant la répression et la cooptation dans les institutions politiques et administratives (Conseil législatif ou gouvernement) ou dans les forces de police.

66 Yasser Arafat dispose en effet d'un appareil policier composé d'une quarantaine de milliers d'hommes, organisés en huit entités, dont la sécurité préventive est la plus redoutée. L'administration, et singulièrement la police, étant la seule sphère d'activité pourvoyeuse d'emplois (notamment à Gaza, où, le taux de chômage oscille entre 50 % et 80 %), l'Autorité Nationale n'a aucun mal à coopter d'anciens chefs de quartiers. Elle leur confie des tâches de maintien de l'ordre qui les conduisent à pourchasser, souvent avec brutalité, ceux-là mêmes aux côtés desquels ils combattaient auparavant, et qui les maintiennent à distance de tout activisme politique.

67 Suivant un subtil dosage assurant un relatif équilibre entre les anciens militants de l'extérieur (à qui sont conférés les postes de prestige) et les nouveaux promus de l'intérieur (à qui est confiée la gestion de la sécurité sur le terrain), l'Autorité Nationale Palestinienne est parvenu à imposer à Gaza un verrouillage auquel le Hamas n'est pas - ou pas encore - apte à se mesurer. Sous la double pression des Israéliens et des Américains, qui accusent l'Autorité Palestinienne de " mollesse " vis-à-vis des " terroristes " et le pressent de détruire l'infrastructure militaire du Hamas et d'établir ainsi qu'il contrôle bel et bien les territoires qu'il administre depuis juillet 1994, Yasser Arafat se montre déterminé à contraindre son opposition islamiste à abandonner la lutte armée.

68 Les événements du 18 novembre 1994 prennent à cet égard valeur d'avertissement. Rassemblés autour de la mosquée Palestine de Gaza, dont les hauts-parleurs viennent de diffuser un prêche incendiaire à l'endroit d'une Autorité Palestinienne accusée de se faire complice des Israéliens en réprimant la mouvance islamiste, les fidèles décident, ce jour-là, de s'acheminer vers le domicile d'un jeune " martyr " mort quelques jours auparavant en se faisant " sauter " sur un poste militaire israélien. Surpris par une volée de pierres, les policiers palestiniens ouvrent le feu. On relève treize morts et deux cents blessés parmi les manifestants. Demeuré dans les mémoires comme un véritable

tournant de la nouvelle vie politique palestinienne, ce " vendredi noir " conduit les dirigeants politiques du Hamas à prendre conscience qu'ils ont autant, sinon davantage, à craindre de Yasser Arafat qu'ils n'avaient auparavant à craindre des Israéliens.

- 69 " Ils n'ont pas réalisé qu'il y avait du changement. Le Hamas croyait pouvoir s'opposer au processus, à Israël, à l'Autorité, aux Etats-Unis ! ... L'Intifada nous a donné l'illusion du pouvoir. Nous avons tué beaucoup de soldats. Les soldats israéliens nous craignaient. Nous avons vécu sur ce rêve "³³.
- 70 Les répressions successives menées par les services de sécurité palestiniens suite aux vagues d'attentats-suicides commis par des éléments de la branche armée du Hamas et par le Djihad Islamique durant l'automne 1994 et le printemps 1996 en sont la parfaite illustration. Tandis que les principaux leaders militaires et politiques du parti sont mis aux arrêts et que l'Autorité réquisitionne les mosquées qu'ils contrôlaient jusqu'alors, les associations affiliées au mouvement voient la plupart de leurs activités gelées. Privé de toute capacité d'intervention dans le champ social et politique, amputé d'une partie de ses militants, et éprouvant de plus en plus de difficultés à percevoir des fonds en provenance de l'extérieur, le Hamas, à partir du redéploiement de l'armée israélienne en octobre 1995, voit sa cote de popularité s'affaïsser.
- 71 Suspendant officiellement ses pourparlers avec l'opposition islamiste, Yasser Arafat accuse alors le Hamas d'être, au mieux, le simple exécutant des basses oeuvres de l'Iran, au pire l'allié objectif du Likoud. La bataille se joue à nouveau sur le terrain du patriotisme. Dans un communiqué publié le 25 mars 1996, le Hamas se défend d'être " dirigé par des forces extérieures " et déplore que " les leaders sionistes soient devenus plus que des amis dans l'esprit de certains vétérans de la lutte pour la liberté "³⁴.
- 72 Cependant, abattant la seule carte dont il dispose pour préserver son infrastructure, le commandement politique du Hamas se voit acculé à reconnaître l'autorité politique de Yasser Arafat et à négocier une trêve des attentats.
- 73 " Le Hamas et l'Autorité Palestinienne devraient coexister car il n'y a qu'un ennemi : Israël. Nous n'acceptons pas Oslo, mais devons y résister de façon pacifique. Nous devons instaurer une société civile, soutenir l'Autorité contre Israël, mais rester vigilants sur les négociations concernant Jérusalem, les réfugiés et les colonies. Certes non-officiellement, mais le Hamas a décidé d'arrêter la lutte armée et de donner une chance à Arafat en attendant de voir s'il réussit ou non. Mais le Hamas n'est pas prêt à arrêter la lutte pour toujours, parce que l'occupation continue "³⁵.
- 74 En réponse à l'appel lancé par Arafat à l'adresse des leaders du Hamas en exil pour les presser de renoncer à toute attaque armée contre Israël, les brigades Azzeddine el-Qassem publient, au lendemain des opérations -suicides du printemps 1996, un communiqué annonçant leur intention de rendre leurs armes et leurs explosifs à l'Autorité Palestinienne : " Nous avons décidé de stopper, à compter d'aujourd'hui, toutes nos activités militaires (...) afin de répondre aux aspirations de notre peuple et de participer à la construction de notre pays "³⁶.

NOTES

1. On retrouve les premières traces de l'Organisation durant la révolte palestinienne de 1936-1939. Mais il faut attendre 1946, avant l'ouverture de la première représentation officielle des Frères Musulmans. Malgré leur interdiction à Gaza entre 1949 et 1952, puis de nouveau en 1954 par le gouvernement égyptien, l'organisation est, dans les années cinquante, la première force politique de la bande de Gaza, qui en 1956, appelle à la lutte armée en réponse à l'invasion du canal de Suez. Hisham H. Ahmad, *From Religious Salvation to Political Transformation : The Rise of Hamas in Palestinian Society*, PASSIA, p. 15.
2. Enseignant né en 1936, originaire d'une famille de propriétaires terriens réfugiés à Gaza en 1948, le cheikh Ahmed Yassine est, depuis 1978, leader de l'association islamique de Gaza El Mujamma' El Islami (le Rassemblement islamique). Arrêté en 1984, sa libération, au mois de mai 1985, à la faveur d'un échange de prisonniers entre Israël et le FPLP/CG, sonne, pour une partie de la nouvelle génération, l'heure de la participation active à la lutte de libération nationale.
3. A ce sujet, voir Jean-François Legrain, " Mobilisation islamiste et soulèvement palestinien (1987-1988) " in Gilles Kepel, Yann Richard (dir), *Intellectuels et militants de l'islam contemporain*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 131-160.
4. Jean-François Legrain, " The Islamic Movement and the Intifada " in Jamal Nassar and Roger Heacock, *Intifada : Palestine at the Crossroads*, Praeger, New York, 1990, p. 175-188.
5. Embrasement qui couvait de longue date, en raison des conditions de plus en plus sévères de l'occupation israélienne, et que la mort de quatre ouvriers palestiniens à l'occasion d'un accident de la route impliquant un camion israélien, a suffi à déclencher.
6. Cités par Ziad Abu Amr, *Islamic fundamentalism in the West Bank and Gaza : Muslim Brotherhood and Islamic Jihad*, Indiana University Press, 1994.
7. Article 12 de la charte du Hamas.
8. Article 7 de la charte du Hamas.
9. Pour une étude approfondie des communiqués du Hamas durant l'Intifada, voir Jean-François Legrain, *Les voix de l'Intifada*, CEDEJ/CNRS.
10. Formule attribuée à Cheikh Yassine et citée par Marlène Nasr, " La rhétorique du refus islamiste de l'accord Gaza-Ariha (Oslo) " in *Mots*, n° 50, mars 1997, p. 41-68.
11. Salim Tamari, " Dynamiques sociales et idéologies de résistance en Cisjordanie " in Camille Mansour, *Les Palestiniens de l'Intérieur*, Les livres de la revue d'Etudes Palestinienne, Washington, 1989, p. 175-190.
12. En particulier de la bande de Gaza, territoire le plus durement touché par la déstructuration sociale du fait de l'afflux massif de réfugiés en 1948. La bande de Gaza (373 km²) compte aujourd'hui quelque 934 000 habitants dont environ 500 000 réfugiés (70 % de la population est enregistrée comme réfugiée auprès de l'UNRWA), ce qui porte la densité à 2 350 habitants au km², , tandis que la Cisjordanie compte 1,3 million de Palestiniens. Sources : L'Etat du Monde, 1997, La Découverte.
13. Jamal Nassar, " L'expression politique des Palestiniens dans les territoires occupés", op. cit.

14. United Nations Relief and Works Agency (Agence des Nations-Unies en charge des Réfugiés).
15. Il est aujourd'hui titulaire d'un master en science politique acquis auprès d'une université américaine. Enregistré sur les " listes noires " israéliennes, il n'a, pas davantage que la majorité de ses concitoyens de la bande de Gaza, pu se rendre en Cisjordanie depuis dix ans.
16. Entretien à Gaza le 23 septembre 1996.
17. Date à laquelle, réalisant (à la suite de l'enlèvement et de l'assassinat de deux soldats israéliens Avi Saportas et Ilan Sa'don en avril 1989) le danger d'avoir trop longtemps joué aux " apprentis-sorciers ", elles procèdent à l'arrestation du cheikh Yassine, puis à la proclamation de l'illégalité du mouvement (décembre 1989). Sur ce sujet, voir Jean-François Legrain, " Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël " in *Revue Française de Science Politique*, 36 (2), avril 1986, p. 227-247.
18. Son soutien à Saddam Hussein durant la guerre du Golfe prive l'OLP de l'appui de ses donateurs arabes traditionnels. Sous la pression des Etats-Unis, elle doit s'engager dans des négociations désavantageuses avec Israël. Le Hamas, se tenant à égale distance de l'Irak et du Koweït durant les premiers mois de la crise, défend, quant à lui, et ce jusqu'au déclenchement de la guerre, le droit du Koweït à l'autodétermination tout en réclamant vigoureusement le retrait des forces américaines de la région. L'offensive armée des puissances occidentales conduit ensuite le Hamas à apporter son soutien à l'Irak, conformément aux vœux d'une population palestinienne radicalisée par la dégradation des conditions de l'occupation israélienne. Le mouvement islamique prend garde cependant à ne pas se priver de ses financements en provenance du Golfe et reporte la demande de radicalisation de sa base sur la scène palestinienne en revendiquant les agressions anti-israéliennes perpétrées durant la " guerre des couteaux ". A cet égard, voir Jean-François Legrain, " Les Palestiniens de l'intérieur dans la crise du Golfe (août-décembre 1990) " in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXXI, 1992, CNRS Editions, p. 223-240.
19. Article 13 de la charte du Hamas.
20. Décidée par Itzhak Rabin, à la suite de l'enlèvement puis de l'assassinat de l'officier de police israélien Nissim Tolédano le 12 décembre, dans la ville de Lod.
21. Slogan réputé avoir été celui d'Azzeddine El-Qassem durant sa résistance contre le colonialisme britannique et le sionisme en 1935.
22. Du nom d'un des premiers leaders de la résistance armée palestinienne du début des années trente. De nationalité syrienne, Azzeddine El-Qassem résista d'abord à l'occupation française en Syrie, avant de se réfugier à Haïfa, et d'appeler au djihad contre le colonialisme britannique et l'installation sioniste en Palestine. Il fut tué à Jénine par les Britanniques en novembre 1935. L'évocation de l'un des premiers " martyrs " palestiniens offre au Hamas l'avantage de se revendiquer d'une " chaîne du djihad " continue entre la " première Intifada " et celle de 1987-1993.
23. A un moment où sa crise financière ne permet plus à la centrale d'entretenir ses clientèles comme par le passé.
24. La charte du Hamas, publiée le 18 août 1988, se trouve en annexe du livre de Hisham H. Ahmad, *From Religious Salvation to Political Transformation : The Rise of Hamas in Palestinian Society*, op. cit., elle est publiée en français dans Jean-François Legrain, *Les voix de l'Intifada*, CEDEJ/CNRS.
25. François Burgat, *L'islamisme en face*, Paris, La Découverte, p. 113-194.

26. Salim Tamari, " Dynamiques sociales et idéologies de résistance en Cisjordanie ", op. cit.
27. Tout du moins jusqu'à la déportation de ses quatre cent quinze militants au Sud-Liban en décembre 1992, date de la publication du premier communiqué commun aux deux organisations.
28. Comme le révèle la victoire, en 1994, des candidats du Hamas, au détriment de ceux du Fatah, aux élections étudiantes de l'université de Bir Zeit (victoire facilitée par une alliance entre le Hamas et le FPLP) ; à l'université islamique de Gaza (où, en décembre 1994, étant donné le boycott du Fatah, le Hamas a remporté 91,48 % des voix) ; au collège technique de Ramallah et à l'Association des médecins de Jénine ; à nouveau, aux élections étudiantes de Bir Zeit de mai 1996, où, pour la première fois, le "bloc islamique" a obtenu seul la majorité des voix et remporté 23 sièges sur 51 à pourvoir ; puis à Gaza où, en 1997, le Hamas a remporté 8 des 11 sièges à pourvoir aux élections du syndicat des ingénieurs.
29. Le " front du refus " se désintègre à la suite de la rencontre, fin février 1997, entre Yasser Arafat et l'ensemble des formations politiques palestiniennes (Hamas, FPLP et FDLP compris), et l'annonce consécutive du retrait du FPLP et du FDLP du " comité des dix " et de leur ralliement au processus de paix.
30. Lettres publiées par le magazine El-Wasat du 6 novembre 1993.
31. Cité par Wendy Kristiansen-Levitt, " Hamas se prépare à la nouvelle donne ", Le Monde Diplomatique, février 1994.
32. Notamment du fait de leurs inclinations pro-jordaniennes et de leur attentisme politique.
33. Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996.
34. Cité par le bulletin du Jerusalem Media and Communication Center (JMCC) Press Service du 25 mars 1996.
35. Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996.
36. Par trois fois, en décembre 1993 et mars 1996, une branche des Commandos Qassem adresse à Israël une offre de cessez-le-feu assortie d'un ultimatum. Le communiqué de décembre 1993, publié avant que le Hamas ne commette le moindre attentat-suicide, soumettait cette " offre " à la condition que les soldats israéliens cessent d'utiliser leurs armes contre des civils palestiniens dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza ; que les colons soient désarmés et qu'ils soient évacués de Gaza (sous trois mois) et de Cisjordanie (sous un an) ; que les unités spéciales cessent leurs activités dans les territoires occupés et que les prisonniers palestiniens soient élargis. Le communiqué réitérant l'offre d'un cessez-le-feu, daté du 1er mars 1996, soumet cette offre à la condition que cesse le " terrorisme sioniste contre le Hamas et les commandos Qassem " ; que cessent les " agressions contre les civils palestiniens dans les territoires occupés " ; et que soient relâchés les prisonniers du Hamas au premier rang desquels le cheikh Ahmad Yassine. Le 5 mars suivant, la branche armée du Hamas renouvelle son offre d'un " cessez-le-feu limité " afin de "mettre un terme à l'insécurité et à l'instabilité dans la région". Ces déclarations sont citées par le bulletin du JMCC Press Service du 1er mars 1996.

INDEX

Index chronologique : 1990 - 2000

Mots-clés : guérillas et organisations clandestines, kamikaze (missions suicide), religion, violence

Index géographique : Israël, Palestine

Thèmes : OLP, Hamas (Palestine), Fatah (Palestine)